

(N° 93)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1906.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1906 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de BÉTHUNE.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour 1906 s'élève à fr. 3,795,793
 dépassant de 208,760
 les crédits alloués pour 1905 et dont le total ne montait qu'à . 3,587,033

Cette augmentation porte sur les postes suivants :

Personnel des bureaux, etc.	fr. 6,760
Matériel	1,000
Consulats.	60,000
Frais de voyage.	50,000
Traitement de drogmans	6,000
Frais de correspondance, secours provisoires à des Belges indigents, etc.	75,000
Missions extraordinaires, etc.	10,000
Total.	fr. 208,760

Ces diverses augmentations sont justifiées par la note préliminaire jointe au budget.

Il convient d'y ajouter le crédit de fr. 38,000
 sollicité par le Gouvernement, sous la date du 15 février 1906,
 pour la création d'une légation à Copenhague et à Christiania.

Le total des augmentations s'élèvera donc à	fr. 246,760
portant le chiffre du budget à	3,833,793

(1) Budget, n° 4^v.

Amendements, n°s 46 et 87.

(2) La Section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Hoëyis, Carton de Wiart, de Béthune, Bertrand, Giroul et Polet.

A la suite de la discussion approfondie à laquelle le budget a donné lieu en section centrale, diverses questions ont été posées au Gouvernement. Vous trouverez ci-après les réponses données à ces demandes de renseignements par M. le Ministre des Affaires étrangères.

1^{re} QUESTION.

Conventions protectrices du travail.

1^{re} QUESTION.

Où en sont les négociations relatives à la conclusion de conventions internationales destinées à assurer la réciprocité en matière d'accidents du travail? La section centrale espère que le Gouvernement fera en sorte qu'une convention franco-belge sur la matière puisse être conclue et votée dans la présente session par les parlements des deux pays.

RÉPONSE.

Ainsi que la déclaration en a été faite récemment à la Chambre, les négociations engagées avec la France pour la conclusion d'un arrangement destiné à régler la situation des ouvriers belges victimes d'accidents professionnels dans le dit pays, sont à la veille d'aboutir.

L'acte à intervenir pourra très vraisemblablement être soumis à la législation au cours de la présente session.

Les pourparlers pour la signature d'une convention sur la matière se poursuivent avec l'Allemagne, et il est permis d'espérer qu'un accueil favorable sera réservé aux ouvertures du Gouvernement du Roi.

La section centrale a pris acte avec satisfaction de cette réponse; elle espère surtout que la réparation des accidents du travail survenus à des Belges en France, recevra enfin la solution qu'exige l'humanité et que réclame vainement, depuis plusieurs années, votre section centrale.

2^e QUESTION.

Signification des exploits.

La section a posé la question suivante :

2^e QUESTION.

Ne pourrait-on simplifier la signification des exploits en supprimant d'une façon générale la signification des exploits par la voie diplomatique?

RÉPONSE.

Antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 20 mai 1898 approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 14 novembre 1896, la voie diplomatique était le mode de transmission le plus fréquemment usité, nonobstant l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814, en matière de signification d'exploits destinés à un grand nombre de pays, notamment l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, etc., qui n'admettaient pas sur

leur territoire un autre mode de procéder.

La Convention de La Haye n'a pas, en principe, modifié les conditions de fait de la signification internationale des actes judiciaires en matière civile et commerciale.

« La transmission se fera par la voie diplomatique » est la règle inscrite dans l'article 1^{er}, § 2, vis-à-vis des Etats signataires de la dite Convention, « à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats ». La Convention réserve, en outre, aux Etats intéressés la faculté de conclure avec tous ou quelques-uns de ceux-ci des conventions séparées en vue de régler le système de transmission des exploits.

L'arrêté-loi de 1814 demeure en vigueur dans nos rapports avec les pays non signataires de la Convention de La Haye et avec ceux des Etats signataires, dont la législation admet la voie postale ; tel est le cas de la Roumanie et du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Gouvernement du Roi a entamé avec les autres Etats des négociations ayant pour objet de leur faire adopter le système de la transmission postale ou, tout au moins, celui des rapports directs de parquet à parquet.

Des déclarations ont été échangées avec la France et avec la Suisse ; aux termes de ces déclarations, la voie diplomatique est abandonnée, sauf les cas exceptionnels, et remplacée, vis-à-vis de la France, par la voie postale ; en ce qui concerne la Suisse, par un mode de transmission directe.

Les négociations engagées avec d'autres Etats en vue d'obtenir des arrangements analogues n'ont pas abouti jusqu'à présent.

3^e QUESTION.

Création d'un consulat de carrière à Alexandrie d'Egypte.

Un membre de la section centrale a insisté pour obtenir des explications

au sujet de notre représentation consulaire à Egypte. Déférant au vœu de ce membre, la section a formulé la question reprise ci-après :

5^e QUESTION.

Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de créer à Alexandrie un poste de consul de carrière, en vue de pourvoir aux nécessités de la juridiction consulaire dans cette ville importante, et de développer nos relations commerciales avec l'Égypte ?

RÉPONSE.

Il existe, en Egypte, une agence et un consulat général dont le siège est établi au Caire. Un ministre et un secrétaire de légation composent le personnel du poste.

Depuis quelques semaines, un vice-consul de carrière, docteur en droit, que ses fonctions antérieures ont mis parfaitement au courant de nos intérêts économiques en Orient, se trouve chargé de la gérance intérimaire du consulat non rétribué établi à Alexandrie.

Dans l'opinion du Département des Affaires étrangères, la mesure prise en ce qui concerne ce dernier poste ne doit avoir qu'un caractère provisoire.

Le commerce de la Belgique avec l'Égypte et les entreprises constituées par nos nationaux dans ce pays ont pris, au cours de ces dernières années, une extension considérable. Il n'est que juste d'en attribuer, pour une grande part, le mérite à nos agents en fonctions dans cet Etat.

A l'appui de ces déclarations du Gouvernement, la section centrale se plaint à signaler que, de 1900 à 1904, notre commerce spécial avec l'Égypte a passé, pour nos exportations seules, de 14,628,000 francs à 24,697,000 francs. De plus, une quantité importante de nos produits, soit environ 13,500,000 fr., transite par le territoire égyptien. Ces chiffres, toutefois, sont loin de donner la mesure complète de nos relations économiques avec cette contrée; leur vitalité s'affirme par un ensemble d'entreprises financières dont certaines ont acquis un haut degré de prospérité.

Le *Bulletin consulaire* (4^e livraison de 1904) contient un remarquable rapport, daté du 18 juin 1904 de l'agence et consulat général de Belgique, au Caire, sur la situation commerciale et économique de l'Égypte et du Soudan. Ce travail important témoigne du zèle intelligent du personnel attaché à ce poste. La lecture de ce document suggère cependant une réflexion d'ordre général, que nous signalons à l'attention du Département des Affaires étrangères. Nos industriels et nos commerçants sont peu au courant des mesures et des monnaies étrangères; il serait désirable que nos agents, dans leurs rapports, fussent invités à réduire eux-mêmes les chiffres qu'ils énoncent dans les statistiques, en monnaies, poids et mesures du régime décimal. La lecture et l'étude de ces intéressants travaux serait ainsi facilitée dans une notable mesure.

4^e QUESTION.*Création d'un poste nouveau à Copenhague et à Christiania.*4^e QUESTION.

A la suite des récents événements politiques en Scandinavie, le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de créer un poste diplomatique nouveau à Copenhague ou à Christiania ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement estime que la création d'un nouveau poste diplomatique s'impose, non seulement par suite des événements politiques qui ont amené la séparation de la Suède et de la Norvège, mais aussi pour mettre les relations diplomatiques de la Belgique avec le Danemark sur le pied de la réciprocité.

Le Gouvernement danois a rétabli depuis deux ans à Bruxelles la légation qu'il y entretenait autrefois.

Le Gouvernement du Roi se propose donc, avec l'assentiment des Chambres, de créer une nouvelle légation à Copenhague, dont le titulaire serait accrédité en même temps en Danemark et en Norvège.

Un amendement au projet de budget du Département des Affaires étrangères pour l'exercice 1906 a été déposé dans ce but.

La création d'une nouvelle légation à Copenhague et à Christiania se justifie également par l'extension que notre commerce d'exportation paraît appelé à prendre dans les Etats Scandinaves.

De 1900 à 1904 nos exportations (commerce spécial) en Danemark ont passé de 7,728,000 à 11,188,000 francs. En Norvège, l'augmentation de nos exportations a été moins sensible : 9,481,000 francs en 1900, et 10,751,000 francs en 1904; mais par contre nous sommes tributaires de la Norvège pour les bois du Nord et les pâtes de bois, dont nous importons pour une valeur annuelle de plus de quinze millions, sur un total d'importations norvégiennes qui s'est élevé en 1904 à 19,014,000 francs. La Suède nous envoie pour trente à trente-cinq millions de produits de ses forêts et pour quatre à cinq millions de minerais, et nos exportations y sont montées en cinq ans de 8,288,000 à 13,461,000 francs.

En outre, notre transit à travers les trois pays scandinaves s'élève à environ 27,000,000 de francs. Ces chiffres font ressortir les services qu'une représentation plus complète de nos intérêts peut rendre à notre activité commerciale dans ces parages.

5° QUESTION.

Secours provisoires à des Belges indigents.

5° QUESTION.

Le Département ne pourrait-il subdiviser en deux crédits distincts le chiffre de l'article 11 et augmenter légèrement le crédit pour les secours provisoires à des Belges indigents, en ajoutant à ce libellé la mention : Remboursement aux œuvres charitables établies à l'étranger, dans certains cas déterminés, des frais de rapatriement de Belges indigents?

RÉPONSE.

L'article 11 du budget comprend les secours provisoires à des Belges indigents, mais il ne désigne pas la somme à allouer pour les dépenses de l'espèce.

Créer un crédit spécial pour ces secours serait entraver la faculté que le Gouvernement a aujourd'hui d'intervenir aussi largement que les circonstances peuvent l'exiger en faveur des Belges malheureux qui se trouvent à l'étranger.

Au surplus, le fait que les secours provisoires à des Belges indigents sont confondus à l'article 11, avec tous les frais de service des agents diplomatiques et consulaires, n'empêcherait nullement le remboursement à des œuvres charitables établies en pays étrangers, des frais de rapatriement encourus par elles dans certains cas déterminés. Mais, le Gouvernement estime que les sociétés belges de bienfaisance à l'étranger ne peuvent être libres d'engager les fonds du Trésor public et, qu'en matière de rapatriement, le pouvoir exécutif seul peut prendre des décisions.

Il convient d'ajouter que les secours de toute nature accordés à charge de l'article 11 du budget sont considérés comme de simples prêts dont l'administration a le devoir de poursuivre le recouvrement au profit du Trésor.

Les principes exposés par cette réponse ont reçu l'adhésion de la section centrale. Cependant elle estime que lorsque ce sont les légations ou les consulats eux-mêmes qui renvoient aux œuvres de bienfaisance les indigents à rapatrier, le remboursement des frais exposés par ces dernières devrait être assuré. Pour éviter tout abus, il y aurait peut-être lieu, pour les institutions de bienfaisance qui assument cette charge, de réclamer à l'indigent la remise d'une pièce constatant qu'il se présente de la part de la légation ou du consulat dont il se réclame. En tous cas, la section engage-t-elle le Gouvernement à accorder dans une mesure plus large encore que par le passé,

aux œuvres qui se consacrent à secourir les Belges indigents à l'étranger, l'appui moral et matériel qui leur est indispensable.

6^e QUESTION.

Régime consulaire.

6^e QUESTION.

Le Gouvernement ne songe-t-il pas à augmenter le nombre de nos consuls de carrière et la rémunération insuffisante de certains postes consulaires ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement a prouvé, par les propositions dont il a périodiquement saisi les Chambres législatives, qu'il considère le développement progressif de notre représentation consulaire comme une mesure nécessitée par l'accroissement continu de nos intérêts à l'étranger.

Le nombre des agents consulaires de carrière était, il y a dix ans, de 50. Il est actuellement de 64.

Le Gouvernement estime que ce chiffre ne constitue pas un maximum et il se réserve de solliciter, le moment venu, peut-être même dans le courant de l'année prochaine, de la Législature les crédits nécessaires à l'établissement de nouveaux postes dans certaines régions où la Belgique est encore insuffisamment représentée.

Il pense toutefois qu'il est préférable de ne procéder à la création de ces postes qu'au fur et à mesure des besoins dûment constatés.

La rémunération des agents fait également l'objet des préoccupations constantes du Gouvernement.

Les traitements consulaires, qui varient entre 6,000 et 8,000 francs pour les vice-consuls, se composent, pour les consuls et les consuls généraux, de deux éléments, l'un fixe et invariable pour tous les postes, qui est de 6,000 francs pour les consuls et de 8,000 francs pour les consuls généraux, l'autre variable suivant la résidence attribuée à ces agents.

Pour la détermination de l'élément variable, les postes sont répartis en cinq catégories, comportant des allocations qui s'élèvent de 4,000 à 12,000 francs pour les consuls et de 6,000 à 14,000 fr. pour les consuls généraux.

Des accroissements de traitement sont, en outre, accordés aux consuls généraux à raison de l'ancienneté de leurs fonctions.

Enfin, les consuls généraux revêtus d'un titre diplomatique ont droit, en plus de leur traitement, à une indemnité qui varie entre 3,000 et 5,000 francs.

Le Département des Affaires Etrangères s'attache, en vue de la fixation de l'élément variable des traitements consulaires, à se tenir au courant des changements qui peuvent se produire dans la situation économique des différents Etats et de l'influence que ces modifications sont de nature à exercer sur le coût de la vie dans les dits pays.

Des circonstances de cette nature ont fait, tout récemment encore, améliorer la situation de nos consuls de carrière dans la République Argentine et dans le Dominion du Canada.

D'autre part, le Budget du Département des Affaires étrangères comporte, depuis quelques années déjà, un article spécial libellé comme suit : « Allocations exceptionnelles et temporaires à des agents du service extérieur en compensation de charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national ».

Plusieurs agents méritants et qui s'étaient spécialement signalés par leur dévouement aux intérêts belges, ont pu, grâce à ce crédit, recevoir un supplément de rémunération.

La Chambre estimera sans doute que cette manière de reconnaître les services rendus par nos agents est de nature à stimuler leur zèle et encourager leurs efforts.

Le Département des Affaires étrangères cherche, au surplus, à tenir les agents indemnes des dépenses supplémentaires ou accidentelles que leur impose l'exercice judicieux et bien compris de leur mandat.

C'est dans cet ordre d'idées qu'un crédit est mis à la disposition de nos consuls

pour couvrir leurs frais d'abonnement à des publications d'ordre économique du pays.

Le Département des Affaires étrangères examine les moyens de faire une application de plus en plus large du principe qui vient d'être rappelé, de manière à ce que les dépenses utiles faites par un agent, dans le but de développer nos relations d'affaires avec le pays de sa résidence, ne puissent diminuer en rien le montant du traitement mis à sa disposition par le Gouvernement.

La section prend acte des promesses que renferme la réponse précitée.

Nous pouvons appliquer à la rémunération de nos consuls et parfois aussi à celle de nos diplomates ces paroles d'un député américain bien connu, M. Longworth, disant le 28 février 1903, au milieu des applaudissements du Congrès : « Que peut-on dire d'un système sous lequel Abraham Lincoln ou Daniel Webster ne pourrait pas, par suite de la médiocrité de sa fortune, nous représenter à Londres, Paris ou une autre capitale européenne ? C'est un système qui est anti-républicain, anti-démocratique et anti-américain. »

La chambre de commerce de Bruxelles, dans un intéressant rapport qui vient de paraître, a formulé des desiderata, dont plusieurs méritent de retenir l'attention du Gouvernement : tels sont, notamment, la rédaction des rapports consulaires d'après un plan systématique, et l'avancement sur place des consuls. Cette dernière mesure n'est évidemment susceptible que d'une application limitée. Pratiquée en Extrême-Orient ou dans l'Amérique latine, par exemple, elle aurait d'excellents résultats. Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que le Gouvernement paraît s'orienter dans cette voie aussi souvent que les exigences du service et la santé des agents le permettent.

Les corollaires indispensables de cette mesure seraient l'attribution d'augmentations de traitement spéciales aux agents qui feraient exclusivement leur carrière, par exemple dans l'empire chinois. De même, faudrait-il assurer à ces agents un régime spécial pour leur pension. Enfin, nous recommandons à nouveau au Département l'idée que la section centrale a préconisée plusieurs fois, d'attribuer, comme on le fait en Angleterre, une indemnité spéciale aux agents qui acquièrent une connaissance approfondie des langues orientales, telles que le chinois, le japonais, etc., et qui, par conséquent, s'imposent, en vue d'une carrière consacrée tout entière à l'Extrême-Orient, des peines et des études spéciales.

Dans un rapport, présenté au sein de la fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger, notre honorable collègue M. Hubert, après avoir préconisé plusieurs des mesures que nous venons de rappeler, accorde l'appui de son adhésion autorisée et de sa grande expérience, à une proposition de votre rapporteur, celle de créer entre les consuls de carrière et les consuls marchands, une catégorie intermédiaire d'agents rétribués :

celle des licenciés de nos écoles supérieures de commerce, commissionnés comme stagiaires; on leur accorderait pendant un terme de cinq ou dix ans une rétribution modeste tout en les obligeant à entrer comme employés dans une maison de commerce belge ou étrangère, établie dans une localité de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine ou de l'Afrique qui ne serait pas la résidence d'un consul de carrière.

Nous estimons que cette institution rendrait des services plus importants que celle des bourses de voyages, dont certains titulaires ont une tendance trop accentuée à l'inconstance et à l'indépendance. Sérieusement surveillés et obligés de travailler pour s'assurer le supplément de ressources nécessaire à leur subsistance, ces stagiaires seraient, au bout de peu d'années, des auxiliaires précieux de notre expansion économique, capables d'entreprendre efficacement pour leur compte personnel la création de maisons de commerce belges à l'étranger.

La section centrale signale cette proposition à l'examen de la Législature et du Gouvernement.

L'ensemble du Budget a recueilli :

Dans la 1^{re} section, 11 oui et 2 abstentions.

— 2^e — 11 oui et 1 abstention.

— 3^e — 10 oui et 6 abstentions.

— 4^e — 9 oui, 2 non.

— 5^e — 10 oui, 2 non, 1 abstention.

— 6^e — 10 oui.

Total : 61 oui, 4 non, 10 abstentions.

La section centrale a voté le projet de loi à l'unanimité des membres présents.

Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
Bon L. DE BÉTHUNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1906.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de BÉTHUNE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting voor 1906 beloopt fr. 3,798,793
en overtreft met 208,760
de kredieten voor 1905 toegekend en die beliepen. 3,587,033

De verhooging geldt de volgende posten :

Personeel der bureelen, enz.	fr. 6,760
Materieel	1,000
Consulaten	60,000
Reiskosten	50,000
Jaarwedde van drogmans	6,000
Kosten van briefwisseling, voorloopigen onderstand aan behoefte Belgen, enz.	75,000
Buitengewone zendingen, enz.	10,000

Te zamen. . . . fr. 208,760

Deze verschillende verhoogingen worden uitgelegd in de inleidsnota der Begrooting.

Daarbij hoeft te worden gevoegd het krediet van fr. 38,000
den 15ⁿ Februari 1906 door de Regeering aangevraagd voor het
instellen eener legatie te Kopenhagen en te Christiania.

De algeheele verhoogingen bedragen dus	fr. 246,760
waardoor het cijfer der begrooting is gebracht op	3,833,793

(1) Begrooting, n^o 4^v.

Amendementen, n^{os} 46 en 87.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Hoyois, Carton de Wiart, de Béthune, Bertrand, Giroul en Polet.

Ten gevolge van de grondige beraadslaging, waartoe de Begroting aanleiding gaf in de Middenafdeeling, werden de Regeering verscheidene vragen gesteld. Hier volgen de antwoorden, op die vragen om inlichtingen gegeven door den heer Minister van Buitenlandsche Zaken.

1^{ste} VRAAG.

Overeenkomsten tot arbeidsbescherming.

VRAAG.

Hoe verre staat het met de onderhandelingen tot het sluiten van internationale overeenkomsten ter verzekering van wederkerigheid in zake van arbeidsongevallen? De Middenafdeeling hoopt dat de Regeering er zal voor zorgen dat in den loopenden zittijd eene Fransch-Belgische overeenkomst kan worden gesloten en door de parlementen van beide landen aangenomen.

ANTWOORD.

Zooals onlangs ter Kamer werd verklaard, staan de onderhandelingen, met Frankrijk aangeknoopt tot het sluiten van eene overeenkomst om den toestand te regelen van Belgische werklieden, die in gemeld land het slachtoffer van een arbeidsongeval zijn, op het punt te gelukken.

De daartoe opte stellen akte zal heel waarschijnlijk in den loop van dezen zittijd aan de Wetgeving kunnen worden onderworpen.

De onderhandelingen voor het onderteekenen van eene soortgelijke overeenkomst met Duitschland worden voortgezet en 't is te hopen dat de voorstellen van 's Konings Regeering een gunstig onthaal zullen vinden.

Met genoegen nam de Middenafdeeling akte van dit antwoord; vooral hoopt zij dat de vergoeding voor arbeidsongevallen, in Frankrijk aan Belgen voorkomen, eindelijk in menschlievenden zin zal worden opgelost, zooals uwe Middenafdeeling sedert vele jaren te vergeefs heeft gevraagd.

2^o VRAAG.

Beteekening van exploten.

VRAAG.

Kan het beteekenen van exploten niet worden vereenvoudigd door dezer beteekening langs diplomatischen weg volkomen af te schaffen?

ANTWOORD.

Voordat de wet van 20 Mei 1898 tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst, den 14ⁿ November 1896 te 's Gravenhage gesloten, van kracht werd, was de diplomatische weg de meest gebruikelijke wijze, niettegenstaande het besluit-wet van 1 April 1814, voor het beteekenen van exploten, bestemd voor een

aantal landen, met name Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Rusland, enz., die op hun grondgebied geene andere doenwijze duldden.

Door de Haagsche Overeenkomst werd, in beginsel, niets veranderd aan de feitelijke voorwaarden van de beteekening, in vreemde landen, der rechterlijke akten in burgerlijke zaken en in handelszaken.

« De overmaking geschiedt langs diplomatischen weg », zoo luidt de regel, opgegeven in artikel 1, § 2, ten opzichte van de Staten die gemelde overeenkomst onderteekenden, « ten ware rechtstreeksche mededeeling zou aangenomen zijn tusschen de overheden van beide Staten ». Daarenboven verleent de Overeenkomst aan de belanghebbende Staten het recht om met allen of eenigen dezer afzonderlijke overeenkomsten te sluiten ter regeling van het stelsel van overmaking der exploten.

Het besluit-wet van 1814 blijft van kracht in onze betrekkingen met de landen die de Haagsche Overeenkomst niet onderteekenden en met diegene van de onderteekenende Staten welke overmaking per post aannemen; dit is het geval met Rumenië en het Groothertogdom Luxemburg.

s' Konings Regeering heeft met de andere Staten onderhandelingen aangeknoopt ten einde deze te doen instemmen met het stelsel van overmaking per post of, ten minste, van rechtstreeksche betrekkingen van parket tot parket.

Er zijn verklaringen uitgewisseld met Frankrijk en Zwitserland, volgens welke verklaringen er wordt afgezien van den diplomatischen weg, behalve in uitzonderlijke gevallen; voor Frankrijk wordt die vervangen door de post; voor Zwitserland wordt de beteekening rechtstreeks overgemaakt.

Tot hiertoe leidden de onderhan-

delingen, met andere Staten aangeknoopt om soortgelijke overeenkomsten te treffen, nog tot geen en uitslag.

3^e VRAAG.

Oprichting van een bezoldigd consulaat te Alexandrië (Egypte).

Een lid der Middenafdeeling drong aan om uitleggingen te verwerven over onze consulaire vertegenwoordiging in Egypte. Gevolg gevend aan 't verlangen van dat lid, stelde de Middenafdeeling de volgende vraag :

VRAAG.

Acht de Regeering niet noodzakelijk te Alexandrië eenen post van bezoldigden consul in te richten, om te voorzien in de behoeften van de consulaire rechtsmacht in die aanzienlijke stad en om onze handelsbetrekkingen met Egypte uit te breiden?

ANTWOORD.

In Egypte bestaat een agentschap en een algemeen consulaat, te Caïro gevestigd. Het personeel van dien post telt een minister en een gezantschapssecretaris.

Sedert enkele weken is een bezoldigd vice-consul, doctor in de rechten, door zijn vroeger bedrijf volkomen ingelicht over onze economische belangen in het Oosten, tijdelijk belast met het beheer van het niet bezoldigd consulaat te Alexandrië.

Naar 't oordeel van het Departement van Buitenlandsche Zaken, kan de maatregel, voor laatstgemelden post genomen, slechts voorloopig zijn.

In de laatste jaren kregen de handel van België met Egypte en de ondernemingen onzer landgenooten in dat land eene aanzienlijke uitbreiding. 't Is niet meer dan billijk de verdienste daarvan in ruime mate toe te schrijven aan onze agenten in dat land.

Om deze verklaringen der Regeering te staven, doet de Middenafdeeling met genoegen uitschijnen dat onze bijzondere handel met Egypte, van 1900 tot 1904, voor onzen uitvoer alleen, van 14,628,000 frank is gestegen tot 24,697.000 frank. Daarenboven werd eene aanzienlijke hoeveelheid onzer voortbrengselen, nagenoeg voor 13,500,000 frank, langs Egypte's grondgebied doorgevoerd. Nochtans duiden deze cijfers op verre na niet den ganschen omvang aan van onze handelsbetrekkingen met dat land ; dezer levenskracht blijkt uit gezamenlijke financieele ondernemingen waaronder sommige tot eenen hoogen trap van bloei zijn gestegen.

Het *Bulletin consulaire* (4^e aflevering voor 1904) bevat een merkwaardig verslag in dato 18 Juni 1904 en uitgaande van het agentschap en algemeen consulaat van België, te Cairo, over den toestand van handel en nijverheid in Egypte en Soudan. Dit belangrijk stuk getuigt van den verlichten ijver van het personeel van dien post. Bij het lezen daarvan komt evenwel eene bedenking van algemeen aard op, en daarop vestigen wij de aandacht van het Departement van Buitenlandsche Zaken. Onze nijveraars en handelaars zijn weinig bekend met vreemde maten en munten. 't Ware te wenschen dat onze agenten zelve in hunne verslagen de in hunne statistieken opgegeven cijfers wilden herleiden in munten, maten en gewichten naar het tiendeelig stelsel. Dat zou de lezing en de studie van die belangwekkende stukken merkkelijk vergemakkelijken.

4^e VRAAG.

Instelling van eenen nieuwen post te Kopenhagen en te Christiania.

VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat het, ten gevolge van de jongste staatkundige gebeurtenissen in Scandinavië, noodzakelijk is te Kopenhagen of te Christiania een nieuwen diplomatischen post op te richten?

ANTWOORD.

De Regeering is van oordeel dat het, niet enkel ten gevolge van de staatkundige gebeurtenissen waardoor Zweden van Noorwegen werd gescheiden, maar om wederkeerige diplomatische betrekkingen tusschen België en Denemarken te hebben, noodig is een nieuwen diplomatischen post op te richten.

Sedert twee jaar herstelde de Deensche Regeering de legatie die zij vroeger te Brussel had.

's Konings Regeering is dus van plan om, zoo de Kamers daarmede instemmen, te Kopenhagen tot stand te brengen eene nieuwe legatie, welker titularis èn in Denemarken èn in Noorwegen gevolmachtigd zou zijn.

Daartoe werd een amendement in het ontwerp van Begroting van Buitenlandsche Zaken voor het dientsjaar 1906 overgelegd.

Het oprichten van eene nieuwe legatie te Kopenhagen en te Christiania is insgelijks gerechtvaardigd door de uitbreiding welke onze uitvoerhandel in de Scandinavische Staten schijnt te zullen erlangen.

Van 1900 tot 1904 steeg onze uitvoer (bijzondere handel) naar Denemarken van 7.728,000 tot 11,188,000 frank. In Noorwegen was de toename van onzen uitvoer minder gevoelig : 9,485,000 frank in 1900 en 10,151,000 frank in 1904, doch daarentegen betrekken wij uit Noorwegen

Noordsch hout en houthrei, waarvan wij jaarlijks voor meer dan vijftien millioen invoeren op een geheel bedrag van uit Noorwegen ingevoerde waren dat, in 1904, 19,014,000 frank bereikte. Zweden zendt ons voor dertig tot vijf en dertig millioen voortbrengselen uit zijne bosschen, en voor vier tot vijf millioen erts, terwijl onze uitvoer daar steeg in vijf jaar van 8,288,000 tot 13,461,000 frank.

Daarenboven worden voor nagenoeg 27,000,000 frank van onze voortbrengselen in de drie Scandinavische landen doorgevoerd. Uit deze cijfers blijkt welke diensten aldaar aan onzen handel kunnen worden bewezen door eene meer volledige vertegenwoordiging.

5^e VRAAG.

Voorloopige onderstand aan behoeftige Belgen.

VRAAG.

Kan het Departement het cijfer van artikel 11 in twee onderscheiden kredieten splitsen en het krediet voor voorloopigen onderstand aan behoeftige Belgen lichtelijk vermeerderen, door aan dien tekst deze vermelding toe te voegen : Uitkeering aan de in den vreemde gevestigde liefdadige werken, en wel in sommige bepaalde gevallen, van de kosten van terugzending van behoeftige Belgen naar hun vaderland?

ANTWOORD.

Artikel 11 der Begrooting bevat den voorloopigen onderstand aan behoeftige Belgen, doch duidt niet aan welke som voor dergelijke uitgaven wordt toegekend.

Ouidt men een afzonderlijk krediet aan voor dien onderstand, dan belemmert men het recht dat de Regeering thans heeft om zoo ruimschoots als de omstandigheden kunnen eischen, bij te dragen ten voordeele van ongelukkige Belgen die zich in den vreemde bevinden.

Overigens zou het feit dat de voorloopige onderstand voor behoeftige Belgen onder artikel 11 is verward met al de kosten van den dienst der diplomatische en consulaire agenten, geenszins verhinderen dat aan liefdadige instellingen in vreemde landen worden terugbetaald de door deze in sommige gevallen gedane kosten voor terugzending naar het vaderland. Doch de Regeering is van oordeel dat het de Belgische weldadigheidsmaatschappijen in den vreemde niet vrij mag staan, de fondsen van 's lands Schatkist aan te wenden, en dat de uitvoerende macht alleen maatregelen kan nemen in zake van terugzending naar het vaderland.

Hier dient te worden bijgevoegd dat de onderstand van allen aard, verleend ten laste van artikel 11 der

Begrooting, wordt beschouwd als eenvoudige leening, die de Regeering moet terugvorderen ten behoeve van 's lands Schatkist.

De Middenafdeeling vereenigt zich met de beginselen, in dit antwoord uiteengezet. Toch is zij van gevoelen dat, wanneer de legatiën of de consulaten zelve de behoeftigen, die naar hun vaderland hoeven teruggezonden te worden, verwijzen naar de liefdadige instellingen, de teruggave der door deze laatste gedane kosten verzekerd zou moeten voegen. Om alle misbruik te verhinderen, zouden misschien de weldadige inrichtingen, die dezen last op zich nemen, van den behoeftige een bewijs moeten eischen dat hij komt namens de legatie of het consulaat dat hij opgeeft. In elk geval raadt de Middenafdeeling de Regeering nog in ruimere mate dan vroeger aan, de instellingen, die behoeftige Belgen in den vreemde ondersteunen, den haar onontbeerlijken zedelijken en stoffelijken steun te verleen.

6^e VRAAG.

Consulair stelsel.

VRAAG.

Denkt de Regeering niet aan vermeerdering van het getal onzer bezoldigde consuls en aan de onvoldoende bezoldiging van sommige consulaire posten?

ANTWOORD.

Door de voorstellen, welke zij geregeld aan de Wetgevende Kamers deed, heeft de Regeering bewezen dat zij de geleidelijke uitbreiding van onze consulaire vertegenwoordiging beschouwt als een maatregel die noodig wordt gemaakt door de gestadige toeneming onzer belangen in den vreemde.

Tien jaar geleden, bezaten wij 30 bezoldigde consulaire agenten, thans 64.

De Regeering beschouwt dat cijfer niet als een maximum en behoudt zich voor om op tijd en stond, wellicht zelfs in den loop van toekomstig jaar, aan de Wetgeving de noodige kredieten te vragen om nieuwe posten op te richten in streken waar België nog ontoereikend is vertegenwoordigd.

Evenwel acht zij het beter die posten maar in te richten naarmate de behoefte daartoe degelijk is bewezen.

Ook aan de bezoldiging der agenten wijdt de Regeering gestadig hare aandacht.

De consulaire jaarwedden, die van 6,000 tot 8,000 frank bedragen voor de vice-consuls, hebben voor de consuls en de algemeene consuls twee bestanddeelen : het eene, vast en onveranderlijk voor al de posten, belooft 6,000 frank voor de consuls en 8,000 frank voor de algemeene consuls; het andere is veranderlijk, volgens de verblijfplaats aan die agenten toegekend.

Ter bepaling van het veranderlijk bestanddeel, worden de posten in zes klassen ingedeeld, waaraan zijn verbonden tegemoetkomingen van 4,000 tot 12,000 frank voor de consuls en van 6,000 tot 14,000 frank voor de algemeene consuls.

Daarenboven worden den algemeenen consuls verhooging van jaarwedde toegekend naar gelang van hunne dienstjaren.

Eindelijk, de algemeene consuls die een diplomatieken titel bezitten, hebben recht, boven hunne jaarwedde, op eene vergoeding die verschilt van 3,000 tot 5,000 frank.

Om het veranderlijk bestanddeel der consulaire jaarwedden te bepalen, tracht het Departement van Buitenlandsche Zaken ingelicht te zijn over de veranderingen die kunnen ontstaan in den economischen toestand der verschillende Staten en over den invloed welken deze veranderingen kunnen uitoefenen op de levenskosten in gemelde landen.

Wegens omstandigheden van dien aard werd nog onlangs de toestand onzer bezoldigde consuls in Argentina en in Canada verbeterd.

Anderzijds komt reeds sedert eenige jaren in de Begroting van Buitenlandsche Zaken een artikel voor, luidende als volgt : « Buitengewone en tijdelijke verleeningen aan agenten van den buitenlandischen dienst in vergoeding van uitzonderlijk op hen genomen lasten in 't belang van den nationalen koophandel. »

Dank zij dit krediet, kon aan vele verdienstelijke agenten, die zich bijzonder hadden onderscheiden door hunne verzorging der Belgische belangen, eene hoogere bezoldiging toegekend worden.

Ontgetwijfeld zal de Kamer van oordeel zijn dat deze wijze om de door onze agenten bewezen diensten te vergelden, van aard is om hunnen ijver en hun streven aan te moedigen.

Daarenboven tracht het Departement van Buitenlandsche Zaken de agenten vrij te houden van de meerdere of toevallige kosten, hun opgelegd door eene verstandige en goed begrepen waarneming van hunne zending.

In dien zin wordt een krediet ter beschikking van onze consuls gesteld, tot het bestrijden van de kosten van abonnement op werken van economisch belang voor het land.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken onderzoekt de middelen om bovenbedoeld beginsel steeds in ruimere mate toe te passen, derwijze dat de nuttige uitgaven, door eenen agent gedaan met het doel om onze handelsbetrekkingen met het land, waar hij verblijft, uit te breiden, geenszins kunnen verminderen het bedrag der jaarwedde, welke de Regeering ter zijner beschikking stelt.

De Middenafdeeling neemt akte van de beloften, in voormeld antwoord vervat.

Wij mogen op de vergelding van onze consuls en soms ook op die van onze diplomaten toepassen deze woorden van een wel bekenden Amerikaanschen afgevaardigde, den heer Longworth, die den 28ⁿ Februari 1905 onder de toejuichingen van het Congres zegde : « Wat kan worden gezegd van een stelsel waaronder Abraham Lincoln of Daniel Webster, gezien hun gering fortuin, ons te Londen, Parijs of in eene andere Europeesche hoofstad niet zouden kunnen vertegenwoordigen? Dergelijk stelsel is anti-republikeinsch, anti-democratisch, anti-Amerikaansch. »

In een pas verschenen belangrijk verslag heeft de kamer van koophandel te Brussel wenschen uitgedrukt, waarvan vele de aandacht der Regeering verdienen, namelijk het opstellen van de consulaire verslagen naar een stelselmatig plan en de bevordering, ter plaatse, van de consuls. Deze laatste

maatregel kan voorwaar slechts in beperkte mate worden toegepast. Bij voorbeeld in het Verre-Oosten of in Zuid-Amerika zou hij uitmuntende uitslagen opleveren. Overigens valt er op te merken dat de Regeering dergelijk stelsel schijnt toe te passen, telkens als de eischen van den dienst en de gezondheid der agenten zulks veroorloven.

Als noodwendig gevolg van dien maatregel, zou men, bij voorbeeld, aan de agenten die hunne loopbaan uitsluitend in China zouden voltrekken, eene bijzondere verhooging van jaarwedde moeten toekennen. Ook zou men eene bijzondere regeling moeten toepassen voor het pensioen dier agenten. Ten slotte vestigen wij andermaal de aandacht van het Departement op het herhaaldelijk door de Middenafdeeling vooruitgezet denkbeeld om, zooals in Engeland wordt gedaan, eene bijzondere vergoeding toe te kennen aan beambten die eene grondige kennis van de Oostersche talen, als daar zijn Chineesch, Japansch, enz., verwerven en zich bijgevolg, met het oog op eene gansch aan het Verre-Oosten toegewijde loopbaan, bijzondere moeite en studiën getroosten.

In een verslag, voorgedragen in den Bond tot verdediging der Belgische belangen in den vreemde, stemt ons achtbaar medelid, de heer Hubert, na verscheidene van de door ons even aangehaalde maatregelen te hebben aanprezen, — zijn gezag en zijne groote ervaring op dat gebied zijn gekend — in met een voorstel van uwen verslaggever, namelijk tusschen de bezoldigde consuls en de consuls-kooplieden eene klasse van bezoldigde agenten in te richten, bestaande uit licentiaten onzer hoogere scholen voor koophandel, aangesteld als stagiaires; gedurende een termijn van vijf of tien jaar, zou men hun eene geringe vergelding geven, hehoudens verplichting om als beambten in dienst te treden van een Belgisch of vreemd handelshuis in eene stad van het Verre-Oosten, van Zuid-Amerika of van Afrika, waar geen bezoldigd consul verblijft.

Onzes dunkens zou dergelijke instelling veel aanzienlijker diensten bewijzen dan de reisbeurzen, want velen, die deze genieten, zijn maar al te zeer geneigd tot wispelturigheid en onafhankelijkheid. Ernstig bewaakt en verplicht te werken om de noodzakelijke meerdere bestaanmiddelen te verwerven, zouden die stagiaires na weinige jaren hoogst nuttig medewerken tot onze economische uitbreiding en in staat zijn doelmatig voor eigen rekening Belgische huizen in den vreemde op te richten.

Op dit voorstel vestigt de Middenafdeeling de aandacht der Wetgeving en der Regeering.

Over de Begrooting in haar geheel werden uitgebracht :

In de 1^{ste} afdeeling, 11 ja en 2 onthoudingen.

— 2^e — 11 ja en 1 onthouding.

— 3^e — 10 ja en 6 onthoudingen.

— 4^e — 9 ja, 2 neen.

— 5^e — 10 ja, 2 neen, 1 onthouding.

— 6^e — 10 ja.

Te zamen : 61 ja, 4 neen, 10 onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde het wetsontwerp goed bij eenparigheid der aanwezige leden.

Zij heeft de eer u voor te stellen het aan te nemen.

De Verslaggever,
B^{on} L. DE BÉTHUNE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

